

**G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE**  
Association – Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 42 Rue Denis PAPIN  
94200 IVRY SUR SEINE

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

\*\*\*\*\*

**G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE**  
Association – Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 42 Rue Denis PAPIN  
94200 IVRY SUR SEINE

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

\*\*\*\*\*

Aux membres de l'association G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la concordance du Compte de Résultat par Origine et Destination et du Compte d'Emploi Annuel des Ressources Collectées Auprès du Public inclus dans l'annexe, avec les comptes annuels, objet de l'audit. Nous avons vérifié également le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe à ce sujet.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale de l'association.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 12 mai 2025

**FITECO**

Commissaire aux Comptes



Philippe ARNOUX  
Associé

**G.E.F.L.U.C. – PARIS ILE DE FRANCE**  
Association – Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 42 Rue Denis PAPIN  
94200 IVRY SUR SEINE

---

## **COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2024

\*\*\*\*\*

Bilan  
Actif

BILAN	Brut	Amortiss. & Provisions	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	16 538	16 531	6	6
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	15 246	11 000	4 246	3 535
Immobilisations en cours / Avances et acomptes corporels				
Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 565	0	3 565	4 578
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>35 349</b>	<b>27 532</b>	<b>7 817</b>	<b>8 119</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>Créances</b>				
Clients, usagers et comptes rattachés	4 674	0	4 674	5 363
Créances reçues par legs ou donations				
Autres				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	359 554	0	359 554	348 799
Charges constatées d'avance	6 786	0	6 786	8 511
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>371 014</b>	<b>0</b>	<b>371 014</b>	<b>362 673</b>
Frais d'émission d'emprunt			0	0
Prime de remboursement des obligations			0	0
Ecart de conversion - Actif			0	0
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>406 363</b>	<b>27 532</b>	<b>378 831</b>	<b>370 791</b>

Bilan  
Passif

BILAN	31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds propres		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds propres		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	30 000	30 000
Réserves réglementées		
Autres réserves	51 846	51 846
Report à nouveau	230 370	221 331
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-2 719</b>	<b>9 039</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Comptes de liaison		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>309 497</b>	<b>312 215</b>
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	38 664	
Provisions pour charges	8 698	24 219
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>47 362</b>	<b>24 219</b>
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources	0	0
<b>FONDS DEDIES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 419	12 213
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	13 553	22 144
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0	0
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>21 973</b>	<b>34 357</b>
Ecarts de conversion - Passif		
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>378 831</b>	<b>370 791</b>

## Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023	Variation	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>				
Cotisations				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	1 200	0	1 200	
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	550 000	500 000	50 000	10,00%
Concours publics et subventions d'exploitation				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	109 114	99 253	9 861	9,94%
Mécénats	-	-	0	
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés				
Report des ressources non utilisées des ex Ant.	641	2 834	-2 194	-77,40%
Autres produits	6	26	-20	100,00%
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>660 961</b>	<b>602 113</b>	<b>58 847</b>	<b>9,77%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Autres achats non stockés			0	
Autres achats et charges externes	71 685	73 202	-1 517	-2,07%
Aides financières	422 685	343 850	78 835	22,93%
Impôts et taxes	3 933	3 773	160	4,24%
Salaires et Traitements	107 401	96 307	11 094	11,52%
Charges sociales	41 400	39 449	1 951	4,95%
Dotations aux amortissements, dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 039	1 257	-218	-17,36%
Dotations aux provisions	38 664			
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	3 174	37 145	-33 970	-91,45%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>689 981</b>	<b>594 982</b>	<b>95 000</b>	<b>15,97%</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 29 021</b>	<b>7 132</b>	<b>-36 152</b>	<b>-506,92%</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Autres intérêts et produits assimilés	10 781	8 707	2 074	23,82%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>10 781</b>	<b>8 707</b>	<b>2 074</b>	<b>23,82%</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
Intérêts et charges assimilées				
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>- 18 240</b>	<b>15 839</b>	<b>-34 079</b>	<b>-215,16%</b>
Produits exceptionnels	15 521,00		15 521	31,04%
Charges exceptionnelles	-	6 800	-6 800	0,00%
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>15 521</b>	<b>- 6 800</b>	<b>22 321</b>	<b>-328,24%</b>
<b>EXCEDENT OU PERTE</b>	<b>- 2 719</b>	<b>9 039</b>	<b>-11 757</b>	<b>-130,08%</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
<b>Produits</b>				
Bénévolat	42 049	25 442	16 607	65,28%
Prestation en nature	6 820	102 640		
Dons en nature	-			
<b>TOTAL</b>	<b>48 869</b>	<b>128 082</b>	<b>-79 213</b>	<b>-61,85%</b>
<b>Charges</b>				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite des biens	6 820			
Personnel Bénévole	42 049	25 442	16 607	65,28%
<b>TOTAL</b>	<b>48 869</b>	<b>128 082</b>	<b>-79 213</b>	<b>-61,85%</b>



## **GEFLUC DE PARIS ILE DE FRANCE**

### *ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE AU 31 DÉCEMBRE 2024*

Annexe au bilan clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 378 831 € et au compte de gestion présenté sous forme de liste faisant apparaître un déficit de 2719 €.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### **RAPPEL DE L'OBJET DE L'ASSOCIATION**

L'association a pour but de réaliser dans les départements d'Ile de France, l'action entreprise par la **Fédération Nationale du Groupement Des Entreprises Françaises dans la Lutte Contre le Cancer (FEGEFLUC)**, c'est-à-dire d'aider les malades (financements d'équipements, aide sociale, réinsertion professionnelle), de développer la prévention de la maladie dans les entreprises, et de financer la recherche.

Les moyens mis en œuvre par l'association pour réaliser son objet proviennent principalement :

- de collecte de fonds auprès d'entreprises et de particuliers,
- de fonds versés par un ancien président fondateur du GEFLUC IDF et de la FEDERATION FEGEFLUC.

Le Conseil d'administration définit les orientations stratégiques pour l'exercice et vote les budgets à allouer aux actions d'aides aux malades, de prévention du cancer dans les entreprises et pour financer la recherche. Il vote également le budget de fonctionnement.

Un comité scientifique de personnalités et de sachants indépendants affecte chaque année les fonds destinés à la recherche.

### **RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- . Continuité de l'activité
- . Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- . Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les écritures comptables ont été enregistrées sur la vue des justificatifs classés dans le dossier des pièces comptables.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 qui remplace le règlement CRC 99-01. Cette application constitue un changement de méthodes comptables. Les comptes N-1 sont présentés en comparaison selon les règles comptables applicables en N-1.

### **CHANGEMENT DE MÉTHODE D'ÉVALUATION**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## CHANGEMENT DE METHODE DE PRESENTATION DES COMPTES

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

### Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée réelle d'utilisation. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions 10 ans
- Matériel bureau et informatique 3 ans

### Immobilisations financières

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Situations et mouvements  Rubriques	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	16 538			16 538
Immobilisations corporelles	13 496	1 750		13 496
Immobilisations financières	4 578		1 013	4 578
<b>TOTAL</b>	<b>34 612</b>	<b>1 750</b>	<b>1 013</b>	<b>35 349</b>

### TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Situations et mouvements  Rubriques	A	B	C	D
	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	16 531			16 531
Immobilisations corporelles	9 962	1 039		9 962
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>26 493</b>	<b>1 039</b>		<b>27 532</b>

### TABLEAU DES PROVISIONS

Situations et mouvements  Rubriques	A	B	C	D	E
	Provisions au début de l'exercice	Ajustement à l'ouverture	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour risques		38 664			38 664
Provisions pour charges	24 219			15 521	8 698
Provisions pour dépréciations					
<b>TOTAL</b>	<b>24 219</b>	<b>38 664</b>		<b>15 521</b>	<b>47 362</b>

#### Provision pour charges

Elle correspond à la provision pour IFC. Conformément à la recommandation ANC n° 2013-02, nos calculs sont basés sur la méthode des « Unités de crédits projetées ».

Cette méthode prend en compte la probabilité du maintien du personnel dans l'entreprise jusqu'au départ en retraite, l'évolution prévisible de la rémunération future et un taux d'actualisation.

Les calculs effectués individuellement pour chaque salarié de l'effectif global concerné, prennent en compte les droits acquis par référence à la convention collective applicable, le salaire brut mensuel moyen à la date de calcul, le taux de rotation du personnel, la table de mortalité, une hypothèse de revalorisation moyenne des salaires et une actualisation fondée sur les taux de rendement obligataires.

Cette provision s'élève à 8 698 euros au 31 décembre 2024.

Les principales hypothèses de calcul sont les suivantes :

Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies	3.15%	[1]
Taux de charges patronales moyen pour les cadres	40%	
Taux d'évolution salariale moyen	0%	

[1] Correspondant à la moyenne arithmétique des TEC 10 du mois augmentée d'une marge de 0.25%

Source : Agence France Trésor

## Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Au cours de l'exercice 2024,

- nous avons reçu une prestation en nature du Groupe Profession Santé concernant une campagne de publication dans les revues « Quotidien du Médecin ; Quotidien du Pharmacien et Le généraliste ». Le montant des prestations en nature comptabilisé s'élève à 4900 €
- nous avons également bénéficié d'une prestation en nature de la part de CO THEATRE, qui a mis à disposition des salariés pour les activités suivantes :
  - o Rédaction d'une saynète : Un auteur a rédigé une saynète dédiée à l'inclusion du cancer en entreprise.
  - o Représentations théâtrales : Deux représentations d'une heure chacune ont été réalisées par deux comédiens.
  - o Le montant des prestations en nature comptabilisé s'élève à 1920 €

## ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an			Echéances à moins 1 an	A plus 1 an	A plus 5 ans
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>				Emprunts obligataires convertibles (2)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires				
Prêts (1)								
Autres	1 028	1 028		Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont : à 2 ans au maximum à l'origine à plus de 2 ans à l'origine				
<b>Créances de l'actif circulant</b>								
Créances clients et comptes rattachés	3 646	3 646		Emprunts et dettes financières divers (2)	8 419	8 419		
Autres				Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
Charges constatées d'avance	6 786	6 786		Dettes fiscales et sociales	13 553	13 554		
				Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
				Autres dettes				
				Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>11 460</b>	<b>11 460</b>		<b>TOTAL</b>	<b>21 973</b>	<b>21 973</b>		
(1) Prêts				(2) Emprunts				

accordés en cours d'exercice. Prêts récupérés en cours d'exercice.				souscrits en cours d'exercice. Emprunts remboursés en cours d'exercice.				
---	--	--	--	--	--	--	--	--

Les autres créances (4 031 €) correspondent aux dons appelés en décembre 2023 mais encaissés en janvier 2024.

#### **SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉES (PAR LA VOLONTÉ DU DONATEUR)**

<b>Situations</b>	<b>Montant initial</b>	<b>Fonds à engager au début de l'exercice</b>	<b>Reprise en cours d'exercice (7894)</b>	<b>Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)</b>	<b>Fonds restants à engager en fin d'exercice</b>
<b>Ressources</b>		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D = A - B + C</b>
XXX		Néant			
<b>TOTAL</b>					

#### **RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC, DES LEGS ET DES DONATIONS AFFECTÉS (PAR LA VOLONTÉ DU DONATEUR)**

<b>Situations</b>	<b>Montant initial (2)</b>	<b>Fonds à engager au début de l'exercice</b>	<b>Utilisation en cours d'exercice (7895 ou 7897)</b>	<b>Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894 ou 6897)</b>	<b>Fonds restants à engager en fin d'exercice</b>
<b>Ressources</b>		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D = A - B + C</b>
- Dons manuels					
Sous-total					
- Legs et donations					
Sous-total		Néant			
<b>TOTAL</b>					

**TABLEAU DE SUIVI DES LEGS ET DONATIONS**

Legs et donations	Encaissements	Décaissements et virements pour affectation définitive	Solde des legs et donations en début d'exercice (475)	Solde des legs et donations en fin d'exercice
Leg XXX	Néant			
<b>TOTAL</b>				

**TABLEAU DE SUIVI DES DONS EN NATURE RESTANT À VENDRE**

Dons en nature	Utilisation par l'association ou la fondation				
	A nouveau (stock initial) A	Utilisées B	Sorties vendues C	Stockées D	Solde (stock final) E=A-B-C+D
	Néant				
<b>TOTAL</b>					

**TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS**

Variations des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture	
		Montant	Dont GP	Montant	Dont GP	Montant	Dont GP	Montant	Dont GP
FP sans droit de reprise								0	0
FP avec droit de reprise								0	0
Ecart de réévaluation								0	0
Réserves	81 846							81 846	0
Report à nouveau	221 331	9 039						230 370	0
Excédent ou déficit de l'exercice	9 039	-9 039				-2 719		-2 719	0
Dotations consommables	0							0	0
Subventions d'investissement	0							0	0
Provisions réglementées	0							0	0
<b>TOTAL</b>	312 216	0	0			-2 719		309 497	0

## COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE (CROD)

### COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE (CROD)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINES ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 – PROUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	109 114	109 114	99 253	99 253
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	0	0
<b>2 – PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	28 149		11 568	
<b>3 – SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	550 000		500 000	
<b>4 – REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>				
<b>5 – UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>687 263</b>	<b>109 114</b>	<b>610 821</b>	<b>99 253</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1 – MISSIONS SOCIALES</b>				
1.1 Réalisées en France	<b>461 651</b>	<b>57 197</b>	<b>411 492</b>	<b>35 632</b>
- Actions réalisées par l'organisme	461 651	57 197	411 492	35 632
- Versements à un organisme central ou à d'autres agissant en France	0	0	0	0
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres agissant en France				
<b>2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>117 455</b>	<b>35 846</b>	<b>119 083</b>	<b>63 620</b>
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	117 455	35 846	119 083	63 620
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
<b>3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>72 212</b>	<b>16 071</b>	<b>70 867</b>	<b>0</b>
<b>4 – DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>38 664</b>		<b>340</b>	<b>0</b>
<b>5 – IMPOT SUR LES BENEFICES</b>				
<b>6 – REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>689 981</b>	<b>109 114</b>	<b>601 782</b>	<b>99 253</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-2 719</b>	<b>0</b>	<b>9 039</b>	<b>0</b>

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
Bénévolat	42 049	42 049	25 442	25 442
Prestations en nature	6 820	6 820	102 640	102 640
Dons en nature				
<b>2 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
<b>3 – CONCOURS PUBLICS EN NATURE</b>				
Prestations en nature				
Dons en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>48 869</b>	<b>48 869</b>	<b>128 082</b>	<b>128 082</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>				
Réalisées en France	40 628	40 628	24 021	24 021
Réalisées à l'étranger				
<b>2 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b>	8 241	8 241	104 061	104 061
<b>3 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>			0	0
<b>TOTAL</b>	<b>48 869</b>	<b>48 869</b>	<b>128 082</b>	<b>128 082</b>



**COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC**

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>			<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>1-MISSIONS SOCIALES</b>	<b>57 197</b>	<b>35 632</b>	<b>1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>109 114</b>	<b>99 253</b>
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
Actions réalisées par l'organisme	57 197	35 632	1.2 Dons, legs et Mécénats	109 114	99 253
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			Dons manuels		
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurances-vie		
Actions réalisées par l'organisme			Mécénats		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
<b>2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>35 846</b>	<b>63 620</b>			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	35 846	63 620			
2.2 Frais de recherches d'autres ressources					
<b>3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>16 071</b>				
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>109 114</b>	<b>99 253</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>109 114</b>	<b>99 253</b>
<b>4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>			<b>2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>		
<b>5-REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>			<b>3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>		
<b>EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>			<b>DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	0	0
			<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**AFFECTATION DE L'EXCEDENT DISPONIBLE DEFINITIVEMENT ACQUIS**

<i>Origines</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Excédent comptable définitivement acquis</li><li>- Report à nouveau antérieur</li><li>- Prélèvement, le cas échéant, sur les réserves dont notamment la reprise de fonds antérieurement affectés au projet associatif.</li></ul> <i>Affectations</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Report à nouveau</li><li>- Réserves (dont celle pour le projet associatif)</li><li>- Fonds associatif sans droit de reprise</li></ul>	230 370 0,00	9 039 220 231
--	-----------------	------------------

**PRODUITS À RECEVOIR****Néant****CRÉANCES À RECEVOIR****3 646**

Cotisations entreprises à recevoir

3 646

**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE****6 786**

Loyers et charges locatives

4 142

Autres locations

Divers

2 644

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE****Néant****DÉTAIL DES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS****8 391**

Comptes fournisseurs

8 361

Comptes fournisseurs factures non parvenues

30

**DÉTAIL DES DETTES FISCALES ET SOCIALES****13 553****a) Organismes sociaux**

URSSAF	831
Caisse de retraite, prévoyance et mutuelle	1 336
<b>b) Taxe due sur les rémunérations</b>	
Formation professionnelle et divers	572
<b>c) Dettes concernant les congés payés</b>	
Dettes congés à payer	7 428
Provisions charges sociales sur dettes congés à payer	3 386
<b>HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	
Honoraires comptabilisés au titre du contrôle des comptes (2023)	6 633
Honoraires comptabilisés au titre de conseils et prestations de services	Néant
<b>INFORMATIONS À CARACTÈRE FISCAL</b>	
Néant	

**PLACEMENTS DE TRÉSORERIE**

DÉSIGNATION	VALEUR COMPTABLE	VALEUR AU 31/12	ÉCART
Livret A Société Générale	79 108	79 108	
Livret d'Epargne Société Générale	265 277	265 277	
Fonds commun de placement Lazard	0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>344 385</b>	<b>344 385</b>	<b>0</b>

**Engagements sur aides accordées en 2018, 2019, 2020 2021, 2022, 2023, 2024** Néant  
**Restant à verser au 31.12.2024** Néant

## **NOTES SUR LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES**

### **CHANGEMENT DE MÉTHODE DE PRÉSENTATION**

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice

Rappel de la ventilation des emplois :

#### **Missions sociales**

Il s'agit des coûts qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou de plusieurs missions sociales. La définition des missions sociales et des moyens à mettre en œuvre relève d'une décision de gestion prise par le conseil d'administration, en conformité avec l'objet de l'entité.

#### **Frais de recherche de fonds**

- Frais d'appel à la générosité du public : charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action, dont celles de l'agence de communication et des dépenses utiles pour faire connaître l'association.
- Frais de recherche d'autres ressources : frais engagés par le GEFLUC dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

**Frais de fonctionnement** : charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité.

**Dotations aux provisions et dépréciations** : relatives à la générosité du public (relatives à des legs, des donations avec charges, etc.)

**Fonds dédiés** : part des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. En matière d'APG il s'agit des fonds provenant de tiers comme des donateurs ou des testateurs.

#### **Contributions volontaires en nature :**

- Contribution en travail (le bénévolat principalement pour le fonctionnement des instances)
- Contributions en biens
- Contributions en services

### **POLITIQUE D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ**

Béatrice Laurent s'occupe de la communication pour accroître la notoriété de l'association auprès des entreprises et des donateurs, à savoir :

- intervention et mise à jour de la communication sur les réseaux sociaux (LinkedIn ; Facebook ; Instagram) ;
- mise d'une new letter mensuelle pour les adhérents qui ont fourni leur adresse mail,
- une baseline "les entreprises contre le cancer" ;
- la prospection de nouveaux adhérents ;
- la mise en place des réunions d'information.

### **ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

Le total des ressources de l'association s'est élevé 687 K€, y compris une contribution financière, en provenance du Fonds de dotation Guy Berthault, d'un montant de 550 K€.

Au cours de l'exercice, le GEFLUC PARIS IDF a versé :

- 363 K€ à la recherche scientifique en novembre et décembre 2024,

### **ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À L'EXERCICE**

Aucun événement significatif n'est intervenu après l'exercice comptable

### **PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ**

La structure de communication développement étant maintenant en place, plusieurs évènements sont à réaliser afin de fidéliser nos entreprises donatrices, relancer les anciens donateurs.

De plus, plusieurs solutions sont envisagées (partenariat ou autres) pour atteindre ces objectifs.

### **INFORMATIONS DIVERSES**

#### **EFFECTIF SALARIÉ**

En nombre d'emplois équivalent temps plein (ETP) : 3

#### **EFFECTIF BÉNÉVOLE**

- a) Effectif global estimé des bénévoles apportant leur concours : 2

L'évaluation des contributions volontaires en nature est estimée 15 911 € dont 14 170€ pour la mission sociale et 1 421 € pour les frais de recherche de fonds.

- b) Effectif global estimé des bénévoles membres du Conseil Scientifique (CS) du Gefluc Paris-IDF apportant leur concours : 12

L'évaluation des contributions volontaires en nature est valorisée à environ 28 h / an par membre = 336 h + présidence et divers = 60 h

Directeurs de recherche CNRS: entre 5400 et 5450 € brut mensuel (Valeur du point 4,68602 -1/7/22)

Directeur de recherche INSERM hors échelle – classe exceptionnelle de 5690 à 6445 brut mensuel

Soit en moyenne 5 900/ mois de traitement au titre de leur fonction de direction de recherche.

Non compris les indemnités et gratifications annuelles, non compris les rémunérations perçues au titre de leur fonction de responsable de groupe en structure privée ou publique.

Par simplification on retiendra en rémunération brute mensuelle :

$$5\,900 + 20\% = 7\,080 \text{ €}$$

Les taux de charge des cotisations de l'Etat employeur ne sont pas connues.

En revanche si la mission du CS devait être exercée par des personnes rémunérées par le GEFLUC Idf, les cotisations patronales seraient dues.

A prestation équivalente, la rémunération devrait donc supporter un taux de charges patronales de 40 à 50%. Nous retiendrons par simplification un taux de 40%.

Soit : base annuelle (avec 40h hebdomadaires)

$$7080 * 12 \text{ mois} * 1,40 = 118\,944 \text{ €}$$

Soit pour l'ensemble du CS : 396 h / (52 sem *40h) * 118 950 = 22 646 €
---

### **MONTANT GLOBAL DES TROIS RÉMUNÉRATIONS DES PRINCIPAUX CADRES DIRIGEANTS**

Montant global des rémunérations des trois plus hauts cadres, salariés et bénévoles, avec mention des avantages en nature (art 20 de la loi 200-586 du 23/05/2006 – CC TAC 1.1.5) : il n’y a pas de cadre dirigeant rémunéré.

### **MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL**

Les administrateurs du GEFLUC ne perçoivent aucune rémunération, de quelque nature que ce soit.

### **NATURE ET MONTANT DES FRAIS RÉELS REMBOURSÉS AUX ADMINISTRATEURS ET CADRES**

(CC – TAC 1.1.5)

Les bénévoles administratifs bénéficient du remboursement des frais de transport engagés pour assurer leurs fonctions de bénévolat et non d’administration.  
Le montant des frais remboursés à ce titre s’est élevé à 2675€ en 2024, 1214 en 2023 1243€ en 2022, 377 € en 2021, 315€ en 2020, 1 089 € en 2019 (2018 : 2 730 €), conformément à la décision du conseil d’administration du 27 novembre 2014 approuvée par l’assemblée générale du 9 juin 2015.

### **INFORMATIONS RELATIVES AUX CONVENTIONS**

Il n’existe aucune convention réglementée.

### **MANIFESTATIONS**

Néant

### **ENGAGEMENTS HORS BILAN**

#### **Emprunts auprès des organismes bancaires**

- Néant

**Crédits-bails** : 33 K€ (photocopieur) dû par échéances trimestrielles jusqu’en mars 2029.

#### **Legs et donations (les montants restant à encaisser doivent faire l’objet d’un suivi individualisé)**

Le Gefluc Paris a reçu un état des actifs et passifs successoral pour un montant net de 32 439 € (30134.59 F CHF - Franc suisse), sous réserve de tous impôts qui pourraient être dus à la date du décès du défunt, à savoir les impôts communal, cantonal et IFD, ainsi que le décompte final de l’assurance maladie.

#### **Cautions reçues et données.**

- Néant